

Sauvons l'Université

<http://www.sauvonsluniversite.fr>



Nous n'appliquerons pas leur réforme !

Appel aux enseignants de la maternelle à l'université, aux parents d'élèves, à tous les citoyens

Le 13 novembre 2009, le gouvernement a présenté ses décisions concernant la réforme de la formation des enseignants pour les écoles, les collèges et les lycées.

Nous, personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, nous lui répondons aujourd'hui que nous refusons d'appliquer ces décisions néfastes, prises en dépit du bon sens et au mépris de tous.

Au mépris des étudiants,

- Le gouvernement maintient sa logique d'augmentation de la durée des études non rémunérées en faisant passer de quatre à cinq ans la durée minimale séparant le bac de la réussite au concours, sans aucun plan d'aides massives aux étudiants et sans la moindre revalorisation salariale ensuite, dans le déroulement des carrières.
- Le gouvernement choisit d'ignorer la spécificité évidente de chacun des métiers de l'enseignement en considérant, dans le nouveau calendrier des concours, qu'il est acceptable de demander aux mêmes candidats de passer successivement à quelques semaines d'intervalle les concours de professeur des écoles, de professeur des lycées et collèges, de professeur de lycée professionnel.

Au mépris de la qualité de la formation des futurs enseignants,

- Le gouvernement aménage la première année d'études supplémentaires (master 1, ex-maîtrise) en une simple année de bachotage généraliste et prétend que les étudiants de deuxième année (ex-DEA) pourront en quatre mois seulement, entre les écrits et les oraux, à la fois préparer un oral de concours, suivre des stages, rédiger un mémoire de master, se former à la recherche, s'initier à la dimension internationale de leur fonction future et connaître l'organisation de l'éducation nationale.
- Le gouvernement détruit toute formation professionnelle dans sa réforme en réduisant à une peau de chagrin la formation alternée qui constituait la première année post-concours. Il la remplace par de « pseudo-stages » organisés par les seuls rectorats et entérine la destruction de vingt ans d'expertise didactique et pédagogique au sein des IUFM (anciennes Ecoles Normales).
- Le gouvernement feint de croire que les masters ainsi conçus, dont le niveau aura dramatiquement baissé, pourront délivrer un diplôme professionnalisant. Or, celui-ci ne sera qu'un alibi pour envoyer ceux qui n'auront pas le concours enseigner comme précaires de l'éducation nationale.

Au mépris des élèves,

- Ce projet s'inscrit dans une politique globale : depuis des années, le gouvernement s'obstine à vouloir réduire le nombre de postes d'enseignants dans le premier et le second degrés, en diminuant constamment le nombre de postes mis aux concours et en développant tout un arsenal de mesures qui fragilise la formation des futurs enseignants.
- Le gouvernement restreint le nombre de titulaires remplaçants au point de rendre impossible le simple remplacement des collègues malades dans les classes des écoles, lycées et collèges. Au lieu de remplaçants formés, les rectorats envisagent aujourd'hui d'envoyer en stage des étudiants sans le moindre encadrement didactique et n'ayant pas encore les concours.
- Au détriment de la sécurité la plus élémentaire, ces étudiants en formation, placés pour la première fois devant des élèves, seront responsables, civilement et pénalement, de leur classe.

Au mépris du service public d'enseignement et de recherche,

- Le gouvernement rompt avec l'idée que la formation *au* service public doit se faire *au sein du* service public, en mettant en place un calendrier des concours de recrutement (d'octobre à décembre) qui va précipiter le recours aux institutions privées pour un bachotage préparatoire aux épreuves durant les mois d'août et de septembre.
- Le gouvernement déséquilibre les formations universitaires existantes dans leur articulation avec la recherche, et prépare en particulier la disparition de toute formation à la recherche dans les lettres et sciences humaines et sociales en détournant les viviers d'étudiants des offres de formation existantes vers les seuls parcours d'enseignement.

Au mépris de toute écoute et de toute efficacité dans l'action gouvernementale,

- Les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur persistent dans la mise en place de la réforme de la formation des enseignants sans tenir le moindre compte des critiques unanimes et des propositions avancées par tous les acteurs de ce débat depuis des mois, notamment sur le calendrier des épreuves de concours et sur les nécessaires équilibres entre formation disciplinaire et formation pédagogique.

Nous n'appliquerons pas cette réforme, nous ne mettrons pas en place les stages, nous ne rédigerons ni projet de maquettes ni parcours de formation,

Nous ne contribuerons pas à la destruction du service public de l'enseignement et de la recherche de la maternelle à l'université.

Que le gouvernement prenne ses responsabilités. Nous prenons les nôtres !

Sauvons l'Université ! le 24 novembre 2009